

“
Quel type de pays le régime iranien souhaite-t-il et quel rôle entend-il faire jouer au nucléaire ? Une seule question se pose : l'Iran se satisfait-il d'être une grande Corée du Nord ou aspire-t-il à devenir une Chine perse ?”

THOMAS FRIEDMAN,

« NEW YORK TIMES ».



Paul Furlan Ministre wallon de la Ville



Faut-il supprimer tout folklore ? Carnavals, marches, baptêmes, doudou sont aussi lieux de cohésion sociale, de dialogue, de convivialité.

✉ *c'est vous qui le dites*

Arcelor-Mittal : pourquoi continuer à noyer le poisson ? Ceux qui ont promis ou laissent entrevoir une nationalisation de l'outil pour des raisons électorales sont également coupables. Combien d'huiles liégeoises ont, d'une manière ou d'une autre, déversé des torrents d'argent public pour une industrie condamnée il y a 40 ans ? Prétendre que la sidérurgie en Wallonie a un quelconque avenir, c'est noyer le poisson, et, plus grave encore, c'est se moquer de ceux qui y travaillent et avec lesquels certains échangent un espoir contre un bulletin de vote. **PERCOLATOR** SUR LESOIR.BE



D'autres opinions sur www.lesoir.be/polemiques

la carte blanche



Thierry Libaert, professeur en sciences de la Communication (UCL) ; Dominique Bourg, professeur en humanités environnementales (Université de Lausanne).

Les climato-sceptiques sont-ils victimes d'ostracisme ?

Les climato-sceptiques utilisent abondamment l'argument tiré de l'impossibilité du débat : ils seraient victimes d'une censure que leur opposerait la « science officielle ». Dans ce contexte, il est essentiel de ne pas confondre l'expression d'un débat public médiatisé avec le débat scientifique.

La publication, le 27 septembre dernier, du premier volume du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), consacré aux bases scientifiques du dérèglement climatique, a ravivé le débat sur l'attitude des médias envers le climato-scepticisme. Faut-il offrir une tribune aux climato-sceptiques, les scientifiques du Giec doivent-ils accepter la confrontation médiatique au risque de légitimer leurs opposants ? Ce débat ne manquera pas de resurgir puisque le deuxième volume sera publié en mars 2014, le troisième en avril et le document de synthèse en octobre 2014. Sachant qu'ensuite, le grand rendez-vous sera la Cop 21, conférence sur le climat des Nations unies à Paris en 2015. Le sujet de la confrontation avec les climato-sceptiques risque fort de refaire surface périodiquement.

Les climato-sceptiques utilisent abondamment l'argument tiré de l'impossibilité du débat, ils seraient victimes d'un ostracisme, voire d'une censure que leur opposerait la « science officielle ». Cet argument mérite d'être considéré. La démocratie est née au VI^e siècle avant J-C, avec notamment l'agora et la ca-

pacité donnée au peuple de débattre de tout sujet relatif à la vie de la cité et de prendre les décisions souverainement. Certes, cette capacité, théorisée par Aristote, Cicéron et Quintilien, de se rendre à l'agora était très limitée socialement et l'on n'y débattait pas du théorème de Pythagore. La démocratie exigeait néanmoins la discussion publique.

Nul ne saurait non plus contester la nécessité du débat pour la démarche scientifique. Karl Popper en faisait même un des fondamentaux de la science : comparativement à une idéologie, la science doit pouvoir se prêter à une éventuelle réfutation. Le doute est même consubstantiel à la démarche scientifique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Giec s'attache à répondre aux commentaires critiques d'où qu'ils viennent et qu'il sollicite par trois fois au cours de l'élaboration de ses rapports.

Ceci posé, il convient pourtant de clarifier les bases du débat. Il faut d'abord, et c'est l'essentiel, ne pas confondre l'expression d'un débat public médiatisé avec le débat scientifique. Le débat scientifique a ses propres règles, notamment celle – draconienne – de l'évaluation anonyme des articles par les pairs. Il a ses propres critères, comme la rigueur méthodologique et les conditions de l'expérimentation. Il a surtout sa propre temporalité : une publication scientifique nécessite en moyenne 3 à 4 ans de travail entre la recherche elle-même, sa validation, ses révisions et son acceptation finale. C'est encore le temps qui permet par corrections successives de



Les scientifiques savent créer de nouveaux savoirs, mais ils sont peu capables de défendre leur travail lors de joutes médiatiques. © D.R.

valider les énoncés scientifiques. S'agissant du dernier rapport du Giec, le fait que 259 scientifiques provenant de 39 pays différents, ayant répondu à 54.677 commentaires avec l'appui de plus de 600 contributeurs, et cela de la manière la plus transparente qui soit, concluant sans ambiguïté à la mise en évidence d'un dérèglement climatique qui va s'accroître, sauf à sombrer dans une théorie du complot, ne peut que nous faire accepter cette évidence : il n'y a plus de débat scientifique sur la réalité du changement climatique, ni sur la responsabilité principale des activités humaines.

Certes, mais cela doit-il empêcher le débat public de se poursuivre ?

Comme le déclaraient Naomi Oreskes et Erik Conway dans leur ouvrage remarquable, *Les marchands de doute*, les scientifiques savent parfaitement créer de nouveaux savoirs, mais ils sont souvent incapables de défendre leur travail scientifique lors de joutes médiatiques. Comme l'observe le journaliste français Sylvestre Huet, « *entre un mensonge simple et une vérité compliquée à démontrer, c'est le menteur qui l'emporte* ». Quels que soient la qualité de l'organisation du débat et le talent de l'animateur, des contre-vérités flagrantes peuvent s'y répandre, et la brièveté du format ne permet pas d'y répondre. Quant au public, il n'est pas en mesure de discriminer le vraisemblable du

faux. On peut donc comprendre que certains scientifiques pleinement investis dans leurs recherches n'aient pas accepté que certains médias mettent sur le même pied le travail rigoureux du Giec et celui de personnalités n'ayant aucune publication digne de ce nom sur le climat.

N'ayant pas d'enceinte scientifique pour promouvoir leurs thèses, les climato-sceptiques cherchent logiquement à tirer profit des médias et des réseaux sociaux pour faire valoir leur vision en utilisant cet argument du « nécessaire équilibre des opinions ».

Accepter les contradictions médiatiques, ce serait reconnaître la légitimité des climato-sceptiques à propager les doutes,

et donc la crédibilité de leurs arguments, ce que l'ensemble du travail scientifique en climatologie condamne désormais depuis plus de 20 ans.

Bien sûr, des espaces de débat devraient subsister et toute contradiction, même de mauvaise foi, est un élément à protéger de nos dispositifs démocratiques. Quant à l'argument du refus du débat et en conséquence d'absence d'esprit démocratique avancé par les climato-sceptiques, il n'est pas tenable lorsqu'il n'y a pas de volonté organisée, délibérée et répétée de refuser la confrontation. La démocratie, c'est aussi la capacité que nous devons avoir, chacun d'entre nous, de pouvoir refuser un débat quand il est faussé. ■

la carte blanche

Nawal Bensaid et Carla Mascia

Doctorantes à l'ULB. Membres du Germe (Groupe de recherche sur les relations ethniques, les migrations et l'égalité).

Mariage musulman : un geste de rejet ?

Une femme musulmane refuse de serrer la main d'un homme. Un incident isolé justifie-t-il un article qui contribue à renforcer la stigmatisation de toute une communauté ?

Dans une acception rigoriste des principes musulmans, une femme ne devrait pas serrer la main d'un homme, en quelque occasion que ce soit, une cérémonie de mariage en présence d'un officier d'état civil n'échappant pas à cette règle. Ceci étant, ces comportements sont-ils pour autant monnaie courante dans notre société ? À en lire les commentaires de Messieurs les bourgmestres Gillard et De Wolf, il semblerait que non. En effet, si l'un dé-

nonce un cas survenu dans sa commune, l'autre n'en déplore aucun en 22 ans de fonction. Pourquoi dès lors utiliser cet événement marginal comme point de départ d'un article qui titre sur « le mariage musulman » ? Ne serions-nous pas ici, dans un processus d'assignation qui vise à considérer l'entiereté de la communauté musulmane comme étant, in extenso, solidaire de l'unique cas relaté dans un cénacle institutionnel ? Comment par ailleurs ne pas considérer cela comme révélateur d'une dynamique sous-jacente qui contribue au processus de stigmatisation dont la communauté musulmane est aujourd'hui bien souvent la victime ? Un événement aussi mar-

ginal que celui qui est relaté ici méritait-il donc une telle publicité dont les retombées sur la communauté visée seront, on le sait, inversement proportionnelle à l'importance du cas qu'il entend décrire ?

Plus encore, il nous semble que ce que M. De Wolf considère comme relevant du repli identitaire et qui serait symbolisé par le refus de serrer une main mériterait d'être interrogé. En effet, si un tel refus équivaut à un repli identitaire, comment qualifier l'acte de Nicolas Sarkozy qui, en décembre 2011, refusait la poignée de main de David Cameron lors des négociations de la zone euro ? Ou encore celui de l'entraîneur Guardiola refusant de serrer la

main de Ronaldo lors de la remise du Ballon d'Or en janvier dernier ? Si ces exemples cherchent surtout à montrer les limites du raisonnement tenu par M. De Wolf, il n'en reste pas moins qu'assimiler, comme l'induit ce dernier, le repli identitaire à un défaut d'intégration, c'est s'engager sur un terrain glissant. En effet, on connaît aujourd'hui toute la difficulté de définir avec précision en quoi consiste l'intégration. Parle-t-on d'intégration économique, professionnelle, sociale, scolaire ? Peut-on considérer que les personnes évoquées dans cet article ne sont pas intégrées ? Au regard de quelle(s) norme(s) ? Rien ne permet de le penser et il serait en outre dangereux

d'avancer de telles conclusions.

Enfin, nous ne pourrions rester insensibles aux propos de M. Emir Kir, également relatés dans cet article, qui semble considérer l'« occidentalisation » des couples comme la seule évolution positive du projet de mariage des personnes d'origine étrangère. Cette conception de l'intégration qui n'a pour objectif que l'assimilation des populations d'origine étrangère aux us et coutumes du pays d'accueil, a depuis fort longtemps été abandonnée par les spécialistes de l'immigration. En effet, on sait aujourd'hui qu'une telle vision n'œuvre pas au respect de la culture de chacun. Par ailleurs, ce commentaire pose également la question de l'ir-

ruption de l'État dans la sphère privée qui se permet dès lors de décider que certaines pratiques matrimoniales, qui relèvent de la vie strictement personnelle des individus, seraient meilleures ou plus adaptées que d'autres.

Bien d'autres éléments pourraient être relevés mais tous nous amènent à nous interroger sur le sens des réactions provoquées par un geste isolé. Ces réactions ne tendraient-elles pas à montrer qu'il existe dans notre société une réelle crainte de l'autre et une incapacité à accepter la différence, qui pousseraient à envisager le danger dans le moindre geste y compris dans le refus d'une poignée de main... ? ■